

Burundi : le représentant d'une association tutsie détenu depuis six jours

RFI, 15/07/2020 Therence Mushano, un activiste de la société civile, est en garde à vue, officiellement pour « atteinte à la sécurité intérieure ». Le vice-président d'une association tutsi de lutte contre le génocide a été arrêté avec de trois journalistes du média Iwacu, qui l'interviewaient sur le parking de l'aéroport Melchior Ndadaye de Bujumbura. Iwacu est l'un des derniers médias indépendants à exercer encore dans le pays. L'interview venait de commencer. Le sujet de l'entretien portait sur la commémoration officielle du 25e massacre d'étudiants hutus en 1995, le seul triste événement du genre officiellement dans ce pays qui regorge de tels cas. L'arrestation vient alimenter la polémique entre communautés sur le droit de commémorer ses morts. Les trois journalistes ont été relâchés au bout de trois heures d'interrogatoire, après avoir effacé de leur caméra ce qu'ils avaient enregistré. Therence Mushano est acheminé dans un cachot de la police judiciaire des parquets, où il vient de passer sa sixième nuit. Jusqu'ici, il n'a été entendu qu'une seule fois le samedi, selon ses proches, qui disent craindre pour sa vie car « il est sous dialyse depuis des années ». Le vieux défenseur des droits de l'homme est poursuivi officiellement pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'État » pour avoir donné une interview à l'aéroport, un site classé comme « sensible » judiciaire. Son association, AC Génocide, parle d'un « prétexte », en rappelant que ce jour-là, l'université avait organisé une cérémonie officielle pour commémorer le massacre de dizaines d'étudiants hutus tués par des extrémistes tutsis il y a 25 ans, au plus fort de la guerre civile de 1993 à 2006. Derrière cette commémoration se trouve une puissante association de rescapés de ces massacres qui comprend notamment les principaux chefs militaires des ex-rebelles hutu du CNDD-FDD au pouvoir, dont le nouveau chef de l'État, le général Evariste Ndayishimiye. Therence Mushano est aujourd'hui l'une des rares voix discordantes encore présente au Burundi depuis la crise de 2015. Il a été arrêté, selon l'Association tutsi de lutte contre le génocide, pour avoir dénoncé à plusieurs reprises « le deux poids des mesures » des autorités, accusées de se focaliser désormais sur les seuls crimes commis contre la majorité hutu.